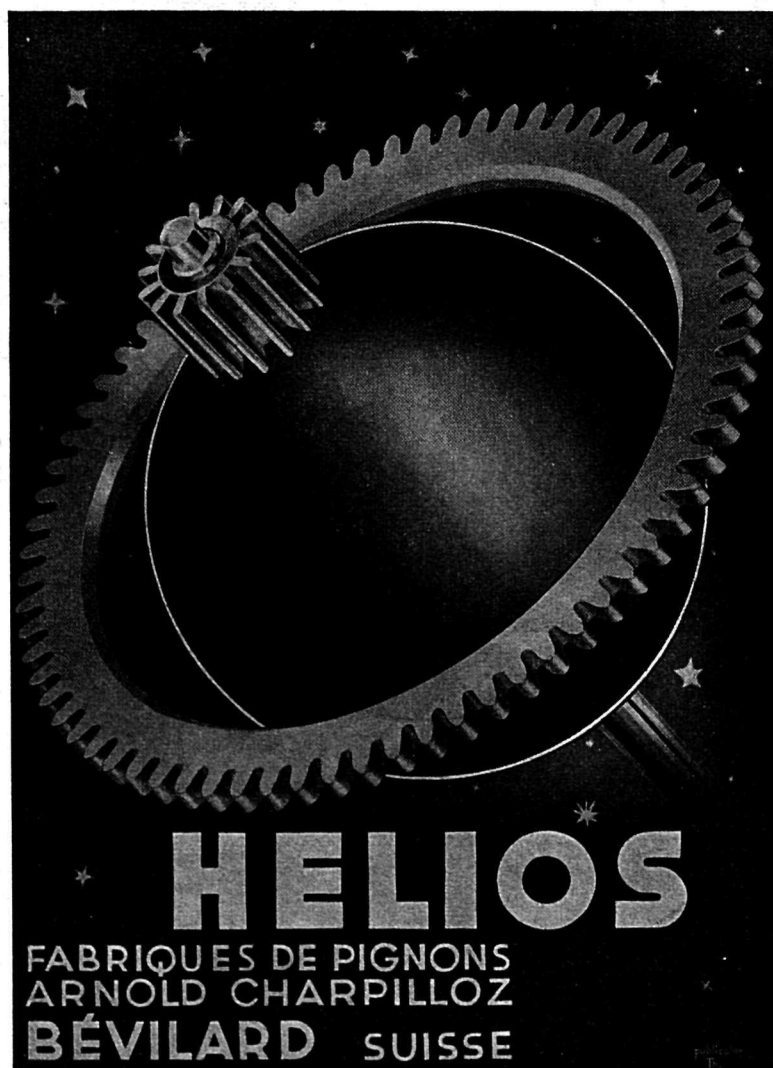


# LA FÉDÉRATION HORLOGÈRE SUISSE

ORGANE OFFICIEL DE LA CHAMBRE SUISSE DE L'HORLOGERIE

DES ASSOCIATIONS PATRONALES, DES CHAMBRES DE COMMERCE, DES BUREAUX DE CONTRÔLE, DE L'INFORMATION HORLOGÈRE SUISSE  
ET DE LA FIDUCIAIRE HORLOGÈRE (FIDHOR)



**Monsieur Lapive cherche un métier**



Las d'être fauché, Monsieur Lapive se fait faucheur!

**MONNIER-RADIUM, LA CHAUX-DE-FONDS**

Une PIERRE PRÉCIEUSE

*Une pierre précieuse est un trésor qu'on garde précieusement. Pour le montre aussi, une bonne pierre est le trésor qui lui donnera l'assurance de marche jusqu'à l'éternité.*

**PIERRES FINES**  
**MEROZ FRÈRES**  
 LA CHAUX-DE-FONDS

Calottes 2 pièces  
 PLAQUÉ OR LAMINÉ  
 Ø 28,5 à 36 m/m

2607

2730

2762

2764

*Les*  
 BOITES DE MONTRES  
**BOUVIER**  
*... s'imposent !*

# LA FÉDÉRATION HORLOGÈRE SUISSE

ABONNEMENTS: Un an Six mois  
Suisse . . . . . Fr. 22.— Fr. 11.—  
Compte de chèques postaux IV b 426

Régie des annonces:  
PUBLICITAS S.A., NEUCHÂTEL  
Téléphone 5.42.25

RÉDACTION ET ADMINISTRATION: LA CHAUX-DE-FONDS, RUE LÉOPOLD-ROBERT 46, TÉLÉPHONE 2.24.49

## Organisation du monde

### LA SÉCURITÉ PREND CORPS

La signature de la Charte de San-Francisco posait les fondations du nouvel édifice de la sécurité mondiale. On est en train de construire sur celles-ci.

Disons que les représentants des cinquante Etats réunis sur les bords du Pacifique n'ont pas perdu leur temps. Le lendemain de la clôture, une commission préparatoire, où chaque pays avait son délégué, s'assemblait pour décider de l'ordre des travaux à exécuter.

Cette commission eût constitué un organisme trop massif pour arrêter un plan d'opérations. Dès sa première séance, elle céda ses compétences au Comité exécutif de la conférence de San-Francisco, composé de cinq représentants des grandes Puissances et de neuf des petits Etats. Elle demandait à celui-ci de siéger, en été, à Londres, dans la même composition politique: à côté des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de l'U.R.S.S., de la Chine et de la France, deux Dominions, l'Australie et le Canada, trois pays de l'Amérique latine, le Brésil, le Chili et le Mexique, trois territoires européens libérés, les Pays-Bas, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, une contrée enfin du Proche-Orient, l'Iran.

Le 16 août dernier, le Comité exécutif tenait effectivement séance dans la capitale britannique. On y retrouvait le président de San-Francisco, Stettinius, lequel transmettait immédiatement ses fonctions à Noël Baker, le nouveau ministre du Foreign Office.

Le Comité exécutif a une tâche écrasante. Il doit d'abord maîtriser une documentation exceptionnelle. Les Américains, admirateurs de la statistique, expriment celle-là par les chiffres que voici: 20 tonnes d'archives, dont 30.000 pages d'un intérêt spécial. Signalons, en passant,

que ces dernières sont à l'impression et vont être incessamment vendues en librairie au prix de 100 dollars. L'original de la Charte, disparu pendant quelques jours dans les papiers du Sénat, est maintenant conservé au ministère des Affaires étrangères de Washington.

Le Comité avait ensuite un problème délicat à résoudre: le choix des langages officiels. Il s'est arrêté à la solution qu'on imagine en adoptant les langues, au nombre de quatre, parlées par les Grands. Il y ajouta l'espagnol, moyen d'expression de vingt nations.

On se fera une idée du travail qui incombe à l'assemblée de Londres en consultant la liste des dix sous-commissions créées. Elles traitent chacune l'un des objets suivants: Assemblée générale, Conseil économique et social, Cour internationale de justice, Secrétariat, Société des Nations, Organisation générale, relations avec les institutions internationales existantes — Bureau international du travail, notamment — Conseil de sécurité, Territoires sous tutelle, Finances.

Le Comité exécutif doit, avant tout, préparer la prochaine réunion de la Commission préparatoire. On ne confondra pas celle-ci avec le Conseil des ministres des Affaires étrangères, émanation de Potsdam, qui va tenir sa prochaine séance, à Londres également, ce mois même.

La première ne commencera ses délibérations qu'une fois la Charte de sécurité mondiale ratifiée par le nombre d'Etats prévus. Il s'agit d'abord des cinq Grands: ils ont déjà contresigné le document, les Etats-Unis le 28 juillet, la France le 14 août, l'U.R.S.S. le 20, l'Angleterre le 23 et la Chine le 24. Vingt-trois autres ratifications sont nécessaires pour la mise en vigueur du pacte. On ne possède jusqu'ici que celles de l'Ukraine et de la Yougoslavie. On espère cependant arriver au nombre désiré dans les trente jours, de façon à pouvoir rassembler la commission plénière en octobre.

C'est alors seulement que sera fixée la date à laquelle l'Assemblée générale ouvrira la première activité de la nouvelle Organisation mondiale, et qu'on arrêtera le lieu de la rencontre. Là encore, on nommera un secrétaire provisoire et une partie du personnel. Puis, les Nations-Unies y prononceront la dissolution effective de l'ancienne S.d.N., en gardant, toutefois, ses archives et absorbant sa fortune, peut-être en retenant, sous d'autres appellations, quelques-uns de ses organes...

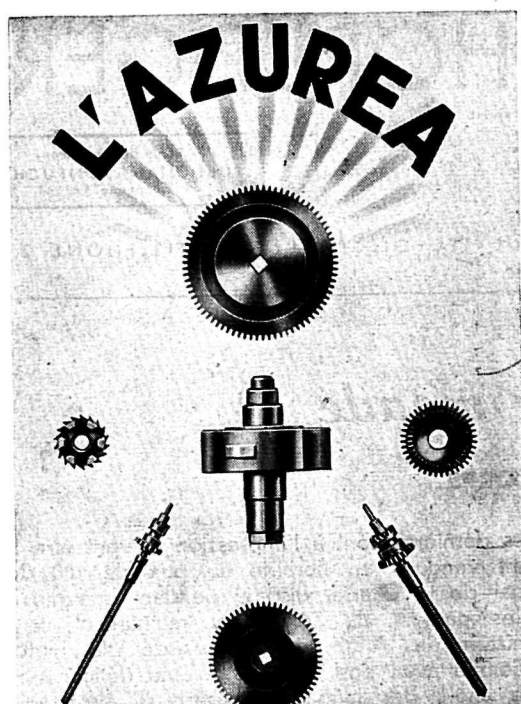
Enfin, sur la recommandation du Comité exécutif, l'Assemblée enverra probablement — à l'exception de l'Espagne franquiste — des invitations d'adhérer aux Etats absents de San-Francisco. Pour cette raison déjà, il nous faut, en Suisse, noter les résultats des trois conférences de Londres.

Ch. B.

## Sommaire

	Pages
<b>ORGANISATION DU MONDE</b>	
La sécurité prend corps, par Ch. B. . . . .	473
<b>PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES</b>	
Créances suisses sur l'Allemagne . . . . .	475
<b>POLITIQUE COMMERCIALE FUTURE</b>	
Effets de l'abrogation de la loi Prêt-et-Bail . . . . .	477
<b>TRANSPORTS DE DEMAIN</b>	
Trois conférences aéronautiques internationales simultanées . . . . .	479
<b>DIVERS . . . . .</b>	475 - 477 - 479 - 481 - 483 - 485 - 487 - 489

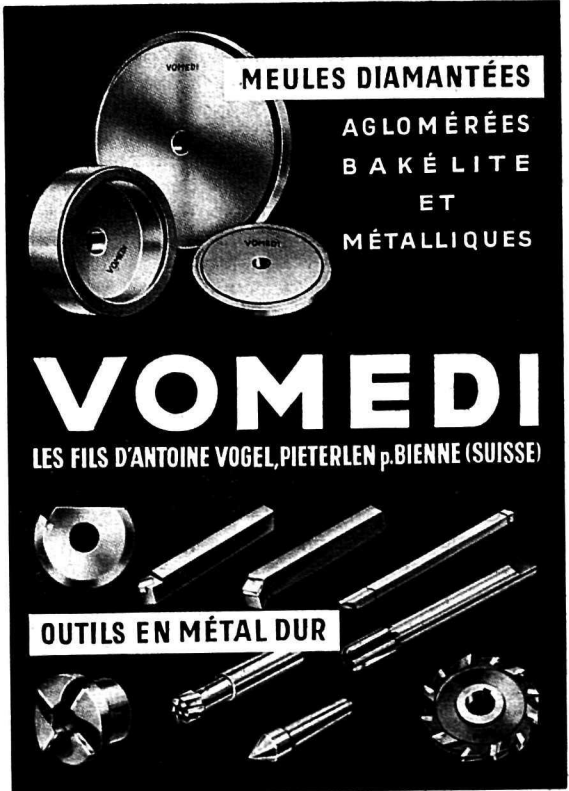
**L'AZUREA**



**CELESTIN KONRAD**  
MOUTIER (SUISSE)  
DÉCOLLETAGE · TAILLAGE · ROULAGE  
DÉCOUPAGE · POLISSAGE

**NOTZ & C<sup>OS</sup>.A.**  
BIENNE  
**ACIER**  
**SANDVIK**

**MEULES DIAMANTÉES**  
AGLOMÉRÉES  
BAKÉLITE  
ET  
MÉTALLIQUES



**VOMEDI**  
LES FILS D'ANTOINE VOGEL, PIETERLEN p. BIENNE (SUISSE)

**OUTILS EN MÉTAL DUR**

**FABRIQUE D'ETAMPES**  
POUR BOITES DE MONTRES



**V<sup>VE</sup> BUTZER S.A.**  
LA CHAUX-DE-FONDS



# Perspectives économiques et financières

## CRÉANCES SUISSES SUR L'ALLEMAGNE

La question des avoirs allemands en Suisse est à l'ordre du jour. Nous avons perdu de l'argent outre-Rhin, nos industriels, nos commerçants, nos financiers — c'est-à-dire notre épargne — sans oublier nos compatriotes revenus du nord et qui ont dû tout abandonner. D'autre part, les Alliés ont aussi des réclamations à faire valoir sur la fortune allemande réfugiée à l'étranger.

On se souviendra qu'à Berne, en février, ils nous avaient fait remettre le texte de la résolution n° 6 de Bretton Woods, invitant les Neutres à ne pas accorder l'hospitalité à des capitaux provenant de façon illégale de pays occupés.

Le Conseil fédéral avait accédé à cette demande. Par son arrêté du 16 février dernier, complété le 27 avril, il bloquait les avoirs allemands en Suisse, satisfaisant du même coup à l'opinion publique du pays, alarmé à juste titre, au sujet de la situation de nos nationaux ou inquiète à propos de nos créances sur le Reich. Les 29 mai et 3 juillet, de nouveaux arrêtés instituaient la déclaration obligatoire des avoirs en question.

Allait-on pouvoir, maintenant, contenter le Comité d'action des Suisses rapatriés et créanciers de l'étranger, de même le Comité d'Allemagne de l'Association suisse des banquiers, protégeant notamment les porteurs de titres allemands ?

A en croire la pétition adressée par les représentants des 50.000 Suisses spoliés, revenus au pays, des « centaines de millions d'avoirs suisses gisent en Allemagne. A elles seules, les créances annoncées au clearing atteignent 2 milliards, sans compter les 800 millions que la Suisse a avancés pour faire fonctionner celui-ci ».

La compensation de ces créances réciproques paraît logique. Est-elle réalisable ?

Tout d'abord, personne ne sait exactement quelle est l'étendue des avoirs allemands en Suisse. On avait fait dire à un fonctionnaire du Trésor américain que ces fonds étaient au montant de 16 milliards de francs suisses ! L'affirmation était ridicule, la somme précitée équivalant au total des bilans de nos banques ! Néanmoins, on voulait que nos établissements de crédit eussent accueilli bien des capitaux suspects, puisque leurs bilans s'étaient accrû de 208 % depuis 1914. Ceux qui dénoncèrent de tels faits en furent pour leurs frais : les banques anglaises avaient connu une ascension de 548 %, dans le même laps de temps, les banques américaines, de 876 % même. En réalité, la monnaie s'est avilie chez nous, comme ailleurs ; on a dévalué. En outre, de nombreux étrangers, parmi lesquels beaucoup de Français, nous ont fait confiance. Enfin, la puissance économique de la Suisse s'est développée. Les dépôts d'épargne, en particulier, ont augmenté dans de fortes proportions.

L'obstacle majeur à la compensation suggérée relève du droit. Au surplus, le blocage que nous avons opéré ne signifie nullement saisie. Depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, la Suisse, comme la plupart des Etats civilisés, inscrit dans ses traités internationaux le principe de l'égalité de traitement des étrangers et des nationaux. A ceux-là, leur propriété est donc garantie. De plus, on ne saurait faire payer le particulier pour l'Etat, le sociétaire pour la personnalité juridique.

Toutefois, la question reste fort controversée de savoir si, le Reich s'étant écarté de la justice, il s'ensuit que

la Suisse ait ou non à le suivre dans cette voie. Les uns disent que nous n'avons pas à créer de précédent, et qu'on pourrait, un jour ou l'autre, invoquer contre nous. Notre position morale doit rester hors d'atteinte. Même la livraison aux Alliés de biens allemands serait incompatible avec notre droit suisse.

Mais, d'autres paraissent tout autant persuadés que la saisie des biens allemands ne serait pas en contradiction avec nos engagements. Disons que le problème est fort complexe. Non pas en ce qui concerne les biens ravis par les Allemands en pays occupés et peut-être masqués chez nous. Mais, déjà avant l'installation du national-socialisme, l'Empire allemand, dans sa seule législation concernant les devises, s'était écarté des principes du droit. Les représailles contre toute atteinte de cet ordre par un Etat étranger sont reconnues par le droit des gens. Les abandonner n'est plus une question de droit, mais bien d'opportunité.

Les partisans de cette thèse vont plus loin. Non seulement ils déclarent que la confiscation des biens allemands en Suisse ne contredit pas le droit, ils vont jusqu'à affirmer qu'il est du devoir de l'Etat de protéger ses subordonnés et leurs propriétés particulières contre toutes mesures dolosives prises par des puissances étrangères.

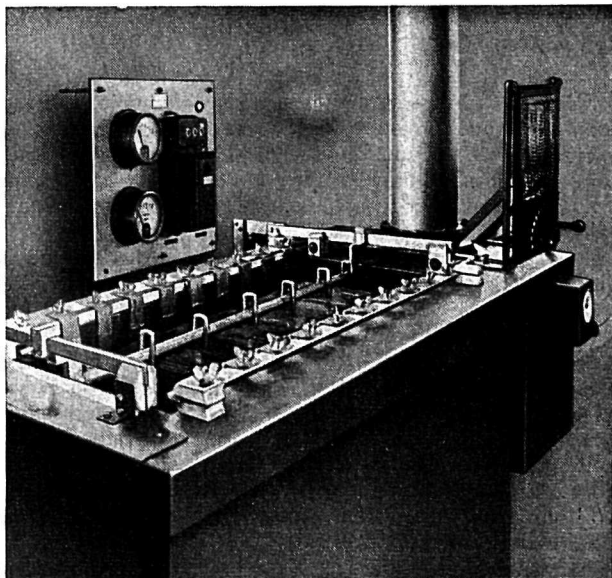
Nous ne voulons pas continuer la discussion. Il nous suffit d'avoir démontré les difficultés de l'opération, comme la nécessité de l'équité, laquelle exige que nous fassions quelque chose pour les Suisses ou les étrangers spoliés par les Allemands d'une façon ou d'une autre.

L'enquête à laquelle nos autorités se livrent est un premier pas dans cette direction. Mais, il faudra que nous connaissions non seulement le montant des avoirs allemands chez nous, mais que nous procédions aussi à l'inventaire complet des créances suisses sur l'Allemagne. La question de droit peut être également tranchée par les experts. Ceci fait, nous verrons quelle est la part des avoirs allemands que nous sommes autorisés à saisir et à affecter au dédommagement de nos concitoyens ou de nos compatriotes revenus de l'étranger. Espérons que nous retrouverons la trace des avoirs provenant éventuellement de pays occupés et que nous rendrons bien volontiers à leurs légitimes possesseurs.

cb.

## Blocage des avoirs japonais

Les derniers événements politiques en Extrême-Orient et l'incertitude qui en découle quant à la propriété des avoirs japonais en Suisse ont amené le Conseil fédéral à décréter, par arrêté du 14 août 1945, le blocage général de tous les avoirs appartenant à des personnes domiciliées au Japon ou à des ressortissants japonais domiciliés en Suisse ou en pays tiers. Cette mesure conservatoire est destinée à sauvegarder les intérêts suisses en jeu. Tout paiement destiné à l'une des personnes mentionnées ci-dessus doit être effectué auprès de la Banque nationale suisse. Les ressortissants japonais résidant en Suisse peuvent néanmoins recevoir des paiements et disposer de leurs avoirs dans l'exercice normal de leur activité professionnelle et pour satisfaire à leurs besoins personnels normaux. L'Office suisse de compensation à Zurich est chargé de l'application du nouvel arrêté.



**CHROMAGE**  
POUR TOUTES LES INDUSTRIES  
**J. ROULET** RUE DE BÜREN 26 BIENNE  
TELEPHONE: 22377

*Dorages s. a.*

Fondée en 1888

DIR. G. HUGUENIN

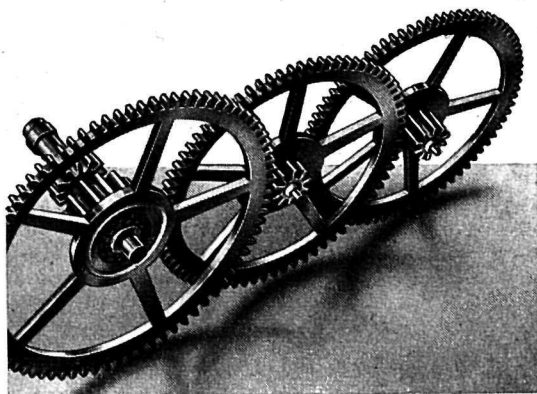
**BIENNE** Quai du Bas 1

Téléphone 2.47.96

**Dorages extra soignés pour toutes pièces  
d'horlogerie, compteurs, bijouterie, etc.**

**SPÉCIALITÉS:** Dorage américain, Dorage toutes teintes

**NOUVEAUTÉS:** Dorage rose satiné, garanti inoxydable,  
Nickelage extra blanc pour tout article



**W. Siegrist & C<sup>ie</sup> S. A.**  
**GRENCHEN**

Téléphone 8.50.91

**FABRIQUE DE PIGNONS**

pour tous genres de mouvements, grandes moyennes,  
petites moyennes, champs, chaussées, minuterie.  
Pignons d'échappement.

**FABRICATION DE ROUES**

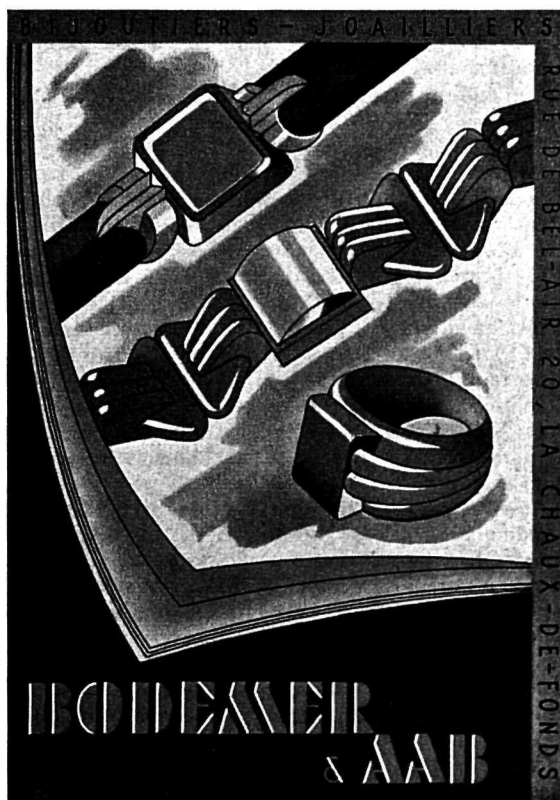
en tous genres et pour toutes grandeurs.

**SPÉCIALITÉ:**

Grandes moyennes pour secondes au centre.

Maison fondée en 1916

Demandez offres



# Politique commerciale future

## EFFETS DE L'ABROGATION DE LA LOI PRÊT-ET-BAIL

Le 17 avril, Truman contresignait la loi prolongeant l'accord « Lend and Lease » jusqu'au 30 juin 1946. Il déclarait que la loi serait maintenue jusqu'à la capitulation inconditionnelle de l'Allemagne et du Japon.

Le 5 juin, le Président transmettait au Congrès une seconde proposition pour l'année fiscale nouvelle. La guerre en Europe était terminée. De ce fait, on prévoyait une diminution de dépenses du montant de 1 1/2 milliard de dollars. Toutefois, le programme comportait encore un crédit de plus de 4 milliards.

Le 22 août, la Maison-Blanche abrogeait la Loi, avec effet immédiat. Les Etats que cette mesure devait affecter le plus en avaient été avisés la veille et l'avant-veille.

L'ordonnance récente met fin au plus gigantesque programme de livraisons de guerre que l'histoire ait jamais enregistré. L'aide en question tire son origine des difficultés de la Grande-Bretagne, en 1940. Menacée dans son existence, celle-ci se voyait obligée de renoncer à des fournitures de guerre aux Etats-Unis, parce que ses réserves or et dollar s'épuisaient lentement. L'« Act » rendit possible les livraisons à crédit. On renvoya à plus tard le règlement du remboursement. La Grande-Bretagne agit de même à l'égard de ses Dominions, pour des montants, il est vrai, bien inférieurs.

L'aide américaine fut inaugurée le 11 mars 1941, neuf mois avant Pearl Harbour. Jusqu'à la reddition du Japon, livraisons et services aux Alliés se chiffraient à 38 milliards de dollars, soit 15 % de ce que les Etats-Unis dépensaient pour leurs armements. Sur ce total, 54 % concernait le matériel de guerre proprement dit, marine militaire comprise, 21 % des matières premières et des machines, 13 % des aliments et produits agricoles. Le reste (12 %) se rapportait à des réparations, à l'extension d'installations industrielles aux Etats-Unis pour le compte des Alliés. La Grande-Bretagne avait, à cette date, bénéficié de 43 % des avances, l'U.R.S.S. de 28, l'Afrique et le Proche-Orient de 14, le Moyen et l'Extrême-Orient (Indes, Chine, Australie, Nouvelle-Zélande) de 11. Le solde (4 %) fut mis au bénéfice d'Etats secondaires, Nations-Unies, dont 30 au total reçurent de l'argent américain.

La cessation des livraisons au titre Prêt-et-Bail met les bénéficiaires de cette institution dans une situation critique. Indirectement, aussi, le reste du monde. Washington demeure en communication téléphonique constante avec Londres. L'Angleterre déclare que sa situation alimentaire va empirer considérablement : l'hiver prochain devrait être le plus mauvais qu'elle ait jamais connu depuis le début de la guerre. Pour que les fournitures alimentaires des Etats-Unis puissent se poursuivre, il faudrait que la « Banque d'exportation et d'importation » américaine eût d'autres moyens que ceux dont elle dispose actuellement. Cependant, le capital de celle-ci vient d'être relevé, le 20 août, à 3 1/2 milliards de dollars et pourra l'être à nouveau, si c'est nécessaire. En attendant, les pays débiteurs des Etats-Unis devront financer eux-mêmes leurs achats.

Dans l'Union nord-américaine, certains milieux d'affaires font les plus extrêmes réserves au sujet de la dénonciation de l'accord. Ils rappellent que dans les ports de la Nouvelle-Angleterre, des marchandises, au capital de plusieurs millions, sont prêtes à être expédiées à l'étran-

ger et qu'elles ne pourraient pas trouver des débouchés sur le marché américain. Quelques organisations ont l'intention de faire des représentations à Washington, en y signalant le « chaos de marchandises » auquel on doit s'attendre.

Faute d'accord « Lend and Lease » ou d'emprunts à l'étranger, le gros déficit de la balance commerciale britannique devra être couvert par les exportations. Mais, il faudra accroître ces dernières dans de telles proportions que la nation aura à faire un effort gigantesque tant sur le plan technique qu'économique. Elle persévérera, en une certaine mesure, dans l'autarcie et renoncera, au détriment de son standard de vie, à toute importation dite de luxe (horlogerie ? !). A côté de l'équilibre de la balance du commerce, elle se trouvera dans l'obligation de faire le service et l'amortissement d'une dette étrangère de plus de 4 milliards de dollars. Tant que ces engagements ne seront pas réglés, il semble illusoire de compter sur une nouvelle organisation de l'économie internationale, en particulier sur la mise en vigueur des plans de Bretton Woods.

La solution du problème ne peut s'effectuer sans une diminution substantielle des créances américaines. Ceux-ci l'accepteront-ils ? Les financiers anglais repoussent une consolidation, offerte par l'Amérique, des avoirs en sterling par un gros emprunt de l'Union. Il faudrait encore fournir de nouveaux intérêts et amortissements. En outre, une dette politique serait transformée en dette commerciale. Il conviendra, bien plutôt, de fixer, d'entente, le cours dollar-sterling. Si l'on ne devait parvenir à aucun résultat, il ne resterait à la Grande-Bretagne qu'à se replier sur son Empire et le Bloc-Sterling, en conservant la manipulation des devises à l'égard des pays situés hors de ces limites.

Bien que la Suisse ait de tout autres moyens que la plupart des Etats étrangers, il faut espérer, pour l'avenir des relations internationales, que l'Angleterre trouvera la plus grande compréhension auprès des Etats-Unis.

Y.

## Avis de L'Information Horlogère Suisse

LA CHAUX-DE-FONDS  
Rue Léopold-Robert 42

### Enquête

Nous recherchons


**Chillingworth Rodolphe, avocat, ci-devant rue de la Mairie 6, à Genève.**

Les personnes qui pourraient nous indiquer son adresse actuelle sont priées de nous en faire part.

### Mise en garde

Nous mettons en garde contre :

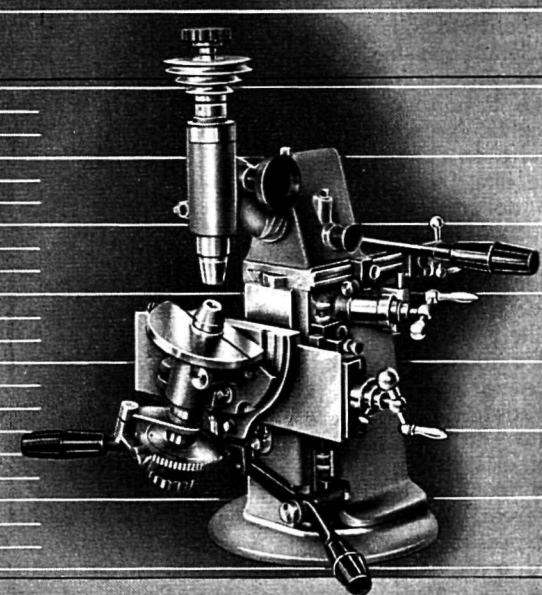
**Bussard, Elsa, Via Lavizzari 18, Lugano  
Hug-Stadler, Anton, Hardturmstrasse 303, Zurich  
Roth Gustave, Neukirch-Egnach (Thurgovie).**



**PAULI FRÈRES**  
BOITES ÉTANCHES  
VILLERET TÉLÉPHONE 4.13.46

FABRIQUE DE BOITES EN TOUS GENRES

FABRIQUE DE MACHINES  
LE LOCLE SUISSE



**ACIERA**

FRAISEUSE UNIVERSELLE **F12**



DEPARTEMENT RHABILLAGE  
pour tous calibres

**CHATONS S.A. LE LOCLE (SUISSE)**

Fabrique de pierres pour l'horlogerie

**FERDINAND KRÜGEL S. A.**

TRAVERS (SUISSE)

Maison de confiance  
fondée en 1902

**TOUS LES GENRES :**

- Précision
- Grande production
- Rapidité de livraison
- Exportation



# Transports de demain

## TROIS CONFÉRENCES AERONAUTIQUES INTERNATIONALES SIMULTANÉES

(by) Il nous faut revenir sur l'aéronautique. A contre-cœur, car nous venons d'en parler. Cependant, nous ne pouvons guère agir autrement, étant donné que trois conférences internationales se sont tenues simultanément, ces jours derniers, l'une à Londres, la seconde à Paris, la troisième, comme on le sait déjà, à Montréal.

Le 19 août écoulé, le ministre britannique pour l'Aéronautique annonçait que le surlendemain devait se tenir, à Londres, une conférence de cinq jours, de l'« International Commission for Air Navigation (I. C. A. N. »). On attendait des délégations de vingt-cinq Etats. Il s'agissait de la première séance plénière de la Commission, depuis l'année 1939. Pour donner plus de poids à la réunion, le ministre, Lord Winstler, ouvrirait la session.

A l'ordre du jour figurait, essentiellement, l'incorporation des annexes créées, après coup, dans la réglementation existante. En effet, le développement de l'aéronautique, durant les années de guerre, rendait nécessaire une modification des textes.

Une sous-commission de l'I. C. A. N. s'était déjà réunie, en mai passé, à Paris. Elle y avait établi les études préparatoires sur les innovations techniques à faire figurer dans la Convention aéronautique de Paris, de 1919. On devait tenter, à la conférence plénière de Londres, d'harmoniser le rapport de la sous-commission avec les propositions techniques de la Conférence de Chicago.

Le 25, la « Commission internationale de navigation aérienne » avait terminé ses travaux. Vingt nations, et non vingt-cinq comme on l'attendait, s'étaient réunies. Le secrétaire parlementaire du ministère pour l'Aéronautique, Sir Ivor Thomas, ténorisa, à la séance de clôture, l'importance des résultats obtenus par les travaux et compara la Convention internationale de l'aéronautique aux résultats acquis par la Conférence de Chicago.

Le 22, à Paris, le Comité exécutif de l'« Union internationale des transports aériens » terminait, à son tour, des discussions qui avaient duré presque trois semaines. La présidence avait été confiée à René Friend, directeur commercial du Réseau français de lignes aériennes. Les conversations avaient roulé essentiellement sur l'organisation de l'Union, dont la fondation fut décidée, ce printemps, à la Conférence aéronautique internationale de La Havane.

De son côté, la Conférence de Montréal, ouverte déjà le 15 août, continue ses travaux. Elle se tient au siège même de l'Organisation provisoire prévue à Chicago, l'année dernière, la « Provisional International Civil Aviation Organization (P. I. C. A. O.) ». Tout dernièrement, les délégués ont procédé à la nomination de titulaires de postes importants. C'est un Américain, Edward Warner, qui fut nommé président de la nouvelle Organisation mondiale de navigation aérienne. Le Comité provisoire de cette institution a choisi, pour secrétaire général, le représentant de la France, Albert Roper. Celui-ci était déjà connu, depuis longtemps, comme secrétaire général de la « Commission internationale de navigation aérienne ». La dite Commission est remplacée maintenant par la nouvelle Organisation.

Cette dernière continue à faire de grands progrès, étant donné la décision du Comité de maintenir le principe de la permanence, afin que les délégations puissent en tout temps rester en contact avec leur gouvernement.

A ce propos, on aura relevé dans la presse le communiqué de l'Office fédéral de l'Aéronautique, qu'il y a deux mois, le 26 juin, le Conseil fédéral avait décidé de ratifier l'adhésion de la Suisse à l'Accord provisoire sur l'aviation civile internationale, auquel notre délégation avait apposé sa signature, le 7 décembre 1944. Cette signature porte à 34 le nombre des Etats qui ont déjà ratifié l'accord. Au surplus, celui-ci est entré en vigueur le 6 juin déjà.

L'adhésion de la Suisse donne le droit à ses nationaux de concourir pour les places réservées à un Etat-major technique et économique. Il s'agit de trouver le personnel capable d'expertiser les appareils, les aviateurs proprement dit, le corps appartenant à l'organisation du sol, la radio, la météorologie, etc., d'une part, les personnes chargées de la législation sur les transports aériens, des prescriptions douanières, d'immigration, de quarantaine, etc., d'autre part.

Ainsi, l'« Organisation internationale de navigation aérienne » prend forme peu à peu, disons même rapidement. On doit s'en féliciter.

## Commerce extérieur

### FRANCE — TAXE A LA PRODUCTION TAXE SUR LES TRANSACTIONS

En application des dispositions d'une loi du 17 septembre 1940<sup>1</sup>, les exonérations prévues, en matière de taxe à la production et de taxe sur les transactions, en ce qui concerne les affaires d'exportation, avaient été suspendues provisoirement. Du décret n° 45-1736 du 2 août 1945, dont le texte a paru au « Journal officiel de la République française » du 4 du même mois, il appert que les exonérations en cause ont été rétablies. Il s'ensuit que les affaires d'exportation ne sont plus soumises désormais à la taxe à la production de 3 % ainsi qu'à celle sur les transactions de 1 %. Le susdit décret précise cependant que les encaissements ou les débits postérieurs à sa date d'entrée en vigueur et se rapportant à des marchés d'exportation conclus antérieurement à cette date restent passibles des taxes de 3 % et de 1 %.


Par ailleurs, le décret du 2 août 1945 modifie comme il suit l'article premier du décret du 13 mai 1939<sup>2</sup>, amendé lui-même par divers textes législatifs ultérieurs, relatif à l'application de la taxe sur les transactions :

« Une affaire est faite en France, au sens de l'article premier du décret-loi du 21 avril 1939<sup>3</sup>, s'il s'agit d'une vente, lorsque celle-ci est réalisée aux conditions de livraison de la marchandise en France et, s'il s'agit de toute autre affaire, lorsque la prestation est fournie ou le service rendu en France, quelle que soit la situation des objets, marchandises ou valeurs.

« Ne sont pas réputées faites en France les importations et les ventes en l'état de marchandises placées sous un des régimes suspensifs de douane énumérés ci-après : entrepôt ou usine exercée par la douane, admission temporaire (à l'exception de l'admission temporaire spéciale), transit, transbordement, dépôt, zones franches maritimes ou fluviales. »

1<sup>er</sup> du décret-loi du 21 avril 1939<sup>3</sup>, s'il s'agit d'une vente, il suit l'article 1<sup>er</sup> du décret du 13 mai 1939<sup>2</sup>, amendé


**UN PRODUIT DE MARQUE**



**LA TECHNIQUE  
AU SERVICE  
DU GOUT**

**FIEDLER**

ARTS GRAPHIQUES  
SAINT-CHAUX-DE-FONDS



**PUBLICITE DE CHOIX**

## BANQUE FÉDÉRALE

Société anonyme  
Capital et réserves 50 000 000

SIÈGE CENTRAL: ZÜRICH

Bâle Berne Genève Lausanne Saint-Gall  
Vevey Zurich



**Le siège de La Chaux-de-Fonds**

ouvert en 1874

traite au mieux toutes les opérations,  
particulièrement celles se rapportant à l'industrie  
horlogère

## VOYAGES ET TRANSPORTS S.A.

LA CHAUX-DE-FONDS Téléphone 2.35.38  
Télégrammes SWISSTRAFFIC

**SUCCURSALE A BIENNE**  
Rue de Nidau 40 Téléphone 2.51.98

**SERVICES SPÉCIAUX POUR HORLOGERIE,  
TOUS PAYS**

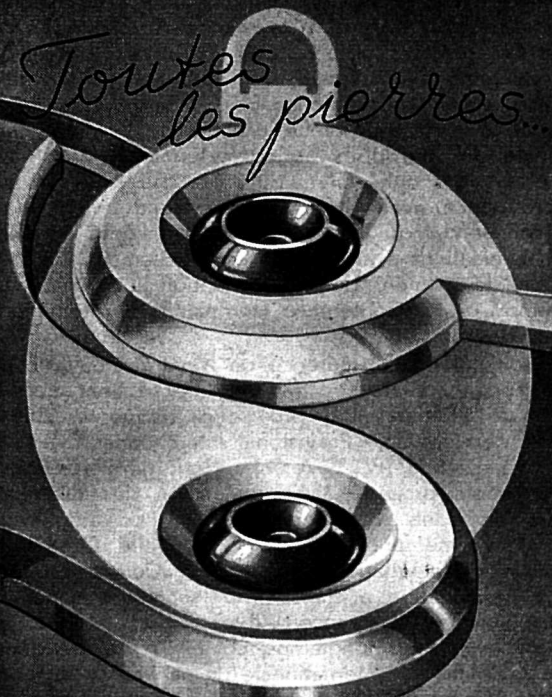
**GROUPAGES RÉGULIERS VIA LISBONNE**

pour chaque départ de vapeur „Suisse” ou  
étranger à destination de NEW-YORK,  
ANGLETERRE, AMÉRIQUE DU SUD, etc.

**ASSURANCES**

Agence officielle de « La Neuchâteloise » pour  
la branche Transports - Conditions officielles  
des Compagnies suisses. Délivrance immédiate  
des Certificats d'assurance.

*Toutes  
les pierres.*



**Theurillat & C°**  
**PORRENTUAY**

## Service des paiements avec l'étranger

Vu les conditions créées par la fin des hostilités, la suspension du service des paiements a dû être étendue à quelques autres pays. Les prescriptions y relatives, renfermées dans les publications postales de ces dernières années, sont donc annulées ou subissent d'importants changements. Les dispositions en vigueur aujourd'hui sont résumées ci-après :

### I. Paiements libres

1. Le trafic libre en matière de paiements, c'est-à-dire qui ne comporte ni restrictions ni formalités étrangères au service postal, n'existe pour le moment qu'avec les pays suivants :

- Argentine (mandats de poste par service direct, versements et virements en monnaie suisse par l'entremise du compte de chèques VIII 3300, Crédit suisse, à Zurich),
- Brésil (versements et virements en monnaie suisse par l'entremise du compte de chèques VIII 5060, Crédit suisse, à Zurich),
- Egypte (mandats de poste par service direct),
- Grande-Bretagne, avec l'Irlande du Nord et les pays pour lesquels la Grande-Bretagne sert d'intermédiaire (mandats de poste par le service des listes, versements et virements par l'entremise du compte de chèques V 600, Société de banque suisse, Londres, à Bâle),
- Indes britanniques (mandats de poste par service des listes),
- Islande (mandats de poste par service direct),
- Portugal (mandats de poste par service direct, y compris les mandats télégraphiques),
- Suède (mandats de poste et mandats télégraphiques par service direct ; virements postaux, ainsi que virements télégraphiques),
- Vatican, Etat du (mandats de poste par service direct).

2. Les taux de conversion sont communiqués aux offices de poste de la manière habituelle.

### II. Paiements soumis à des conditions spéciales

1. Service des paiements avec le Danemark et la Finlande.

Dans les relations avec le Danemark, les paiements peuvent être effectués par les moyens suivants :

- a) service direct des mandats et des virements postaux (mandats et virements télégraphiques compris) ;
- b) versements et virements à la Banque nationale suisse, à Zurich, compte de chèques postaux VIII 939 ;
- c) versements et virements en faveur d'un compte de chèques postaux suisse dont le titulaire est domicilié ou a le siège de ses affaires au Danemark.

Dans les relations avec la Finlande, les possibilités de paiement sont les suivantes :

- a) service direct des mandats de poste ;
- b) versements et virements à la Banque nationale suisse, à Zurich, compte de chèques postaux VIII 939 ;
- c) versements et virements en faveur d'un compte de chèques postaux suisses dont le titulaire est domicilié ou a le siège de ses affaires en Finlande.

Dans les services directs de mandats et de virements postaux avec ces pays, tous les paiements, qu'ils soient soumis ou non au clearing, sont compris dans le trafic de compensation (clearing). De ce fait, les offices de poste ne font pas de distinction entre paiements assujettis et paiements non assujettis au clearing.

Pour les genres de paiement mentionnés sous lettres a et c, un avis de versement n'est nécessaire que pour les montants de 50 francs et plus. On emploiera, à cet effet, la formule 10004, laquelle sera jointe au titre de paiement, puis transmise avec ce dernier à l'office des chèques compétent. En revanche, les offices d'émission enverront chaque jour, sous enveloppe, à l'office des chèques postaux situé au siège de la direction d'arrondissement, les formules 10004 afférentes à des mandats de poste.

Les offices de poste trouvent les taux de conversion dans les publications habituelles.

2. Dans les relations avec les pays désignés ci-après, tous les paiements effectués directement ou indirectement par des personnes physiques ou morales domiciliées en Suisse en faveur de personnes physiques ou morales ayant leur domicile dans un de ces pays, doivent être acquittés auprès de la Banque nationale suisse, à Zurich, compte de chèques postaux VIII 939 :

Albanie,  
Allemagne,  
Autriche,  
Belgique,  
Bulgarie,  
Croatie,  
Espagne,  
Estonie,  
France (avec l'Alsace-Lorraine, les possessions, colonies et protectorats français, sans la Syrie et le Liban),  
Grèce,  
Hongrie,  
Italie et colonies (sans l'Etat du Vatican),  
Lettonie,

Lithuanie,  
Luxembourg,  
Norvège,  
Pays-Bas (avec les Indes néerlandaises),  
Pologne (territoire tel qu'il était formé au 31 août 1939),  
Roumanie,  
Tchécoslovaquie (ancien protectorat de Bohême et de Moravie, ainsi que la Slovaquie),  
Turquie,  
Union des Républiques soviétiques socialistes,  
Yougoslavie.

Pour la conversion éventuelle du montant dans la monnaie d'un de ces pays on applique le cours officiel du jour, fixé par la Banque nationale. Il appartient aux expéditeurs de se renseigner au sujet de ce cours au siège (ou succursale) le plus proche de la Banque nationale suisse.

3. Pour tous les paiements effectués par l'entremise de la Banque nationale suisse, à Zurich, l'expéditeur doit joindre aux formules postales, sans égard au montant de son versement, un avis de versement pour trafic bancaire, dûment libellé (pour l'Espagne, deux avis de versement sont nécessaires pour chaque paiement). A cet effet, on emploie :

- la formule A n° 2001, pour les paiements à destination de l'Allemagne et de l'Autriche ;
- la formule n° 10001, pour les paiements à destination de tous les autres pays.

Les formules pour le trafic bancaire provenant d'anciennes éditions, nos A 5001, A 5002, A 5003, 10201 et 10301, ainsi que la formule B 2002 pour le trafic postal, ne sont plus valables ; les offices de poste les mettront au pilon.

L'avis de versement doit être établi au papier-découpe et, autant que possible, à la machine à écrire. S'il est libellé à la main, il faut avoir soin d'écrire assez fortement, de façon à obtenir un découpe lisible sur toutes les feuilles. Le montant en francs, le nom et l'adresse de l'expéditeur doivent concorder avec les indications portées sur le bulletin de versement ou l'avis de virement. Sur les avis de versement pour les paiements à

# SOMMES ACHETEURS

---

grand comptant toutes quantités de mouvements  
et montres, de 5 à 10  $1\frac{1}{2}$ " ancre, 15, 17 et 21 rubis,  
pour livraison immédiate ou 6 à 8 semaines.  
Faire offres sous chiffre P 4632 N, à Publicitas  
Neuchâtel.





destination de l'Italie, le prénom du bénéficiaire doit être indiqué en entier. Les offices de poste revêtent les avis de versement à l'angle inférieur gauche, dans le cadre « Observations », d'une empreinte du timbre à date et du parafé du fonctionnaire réceptionnaire, puis les transmettent avec le bulletin de versement ou l'avis de virement, sous enveloppe, à l'office des chèques postaux de Zurich.

4. Les expéditeurs peuvent demander, à l'intention de leurs créanciers, une attestation de versement de l'Office suisse de compensation. A cet effet, ils doivent apporter dans la colonne « Observations » de l'avis de versement la remarque « Attestations de versement désirée ». Les offices de poste ne doivent détacher aucune feuille des avis de versement, en guise d'attestation.

### III. Paiements en faveur de comptes de chèques postaux suisses dont les titulaires sont domiciliés à l'étranger

1. Les versements et virements en faveur de comptes de chèques postaux suisses dont les titulaires ont leur domicile ou le siège de leurs affaires à l'étranger sont admis pour les ressortissants des pays suivants :

Allemagne  
Bulgarie \*  
Croatie \*  
Danemark  
Espagne \*

Finlande  
Grèce \*  
Hongrie \*  
Luxembourg  
Pologne \*

Roumanie \*  
Tchécoslovaquie \*  
Turquie \*  
Yougoslavie \*

\* La poste remet d'abord les avis de crédit à la Banque nationale suisse, à Zurich ; puis les montants reconnus par l'Office suisse de compensation comme n'étant pas soumis à l'obligation du clearing sont portés au crédit des comptes de chèques bénéficiaires.

2. En ce qui concerne le taux de conversion et les attestations de versement, sont applicables les dispositions du chapitre II, chiffres 2 et 4.

3. L'avis de versement n'est pas nécessaire pour les versements et virements effectués en faveur de comptes de chèques postaux suisses dont les titulaires sont domiciliés dans l'un des pays désignés sous chiffre 1 par un astérisque. Pour les paiements effectués en faveur de titulaires de comptes domiciliés en Allemagne, au Danemark, en Finlande, au Luxembourg et en Tchécoslovaquie, des avis de versement ne doivent, en revanche, être établis que pour les montants de 50 francs et plus. Pour les paiements sur les comptes de chèques postaux suisses entrant en considération, on emploie exclusivement la formule n° 10004. L'avis de versement est joint au bulletin de versement ou à l'avis de virement et le tout transmis à l'office des chèques qui tient le compte. Les offices de chèques adressent chaque jour les avis de versement reconnus en ordre, sous recommandation, à l'Office suisse de compensation, à Zurich.

### IV. Dispositions diverses

1. A destination de tous les pays avec lesquels il existe des relations postales, mais qui ne sont pas mentionnés dans les chapitres précités, le service des paiements est momentanément suspendu.

2. L'échange de lettres avec valeur déclarée est également suspendu pour tous les pays.

3. Pour de plus amples renseignements concernant l'exécution de paiements avec l'étranger, on peut consulter les « Directives générales » publiées pour chaque pays par l'Office suisse de compensation, à Zurich, ou s'adresser directement à cet office (tél. 27.27.70).

4. Ces dispositions sont aussi valables pour les offices de poste de la principauté du Liechtenstein.

## Postes, télégraphes et téléphones

### RELATIONS TÉLÉPHONIQUES AVEC L'ALSACE-LORRAINE

Le trafic téléphonique privé ayant repris avec la France, des conversations privées peuvent maintenant être échangées avec l'Alsace et la Lorraine.

### TÉLÉGRAMMES A DESTINATION DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Les télégrammes à destination des États-Unis d'Amérique peuvent de nouveau être rédigés librement. La disposition obligeant l'expéditeur de joindre à la minute de ces télégrammes la traduction en langage clair est donc abrogée.

### REPRISE DU SERVICE POSTAL DIRECT PAR BALE - MULHOUSE - PARIS

Pour la première fois depuis la guerre, le train quittant Bâle à 15 h. 25 pour Mulhouse emportait, le 20 août 1945, un chargement de 73 sacs d'objets de correspondance ordinaires pour les pays d'Europe, sans la France, et pour les pays d'outre-mer, via Paris. Ainsi est rétablie pour le trafic de transit, les jours ouvrables, une correspondance régulière par Bâle et la France, accélérant beaucoup les transports portaux. L'expédition de courrier pour la France même, par cette liaison, est présentement à l'étude.

Le service des colis postaux Grande-Bretagne-Suisse, interrompu depuis 1940, a repris aussi dès le 20 août 1945.

### SERVICE DES COLIS POSTAUX AVEC LES PAYS NORDIQUES

Les offices de poste acceptent de nouveau, depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1945, des colis postaux pour la Suède, la Norvège, le Danemark et la Finlande. Les envois sont acheminés par Dieppe et la Grande-Bretagne, en attendant que soit ouverte la voie plus directe de France-Belgique. Des pourparlers sont en cours au sujet de la reprise du trafic en sens inverse.

## Légations et consulats

M. Osmir Aguirre y Salinas a informé le Conseil fédéral de son élection à la présidence de la république du Salvador.

Suivant une communication de la légation du Pérou, la gérance intérimaire du consulat général à Genève, avec juridiction sur le canton de Genève, a été confiée, pendant l'absence de M. Sosa Pardo de Zela, consul général, à M. Francisco Vegas Seminario, consul.

M. Finn Koren a remis au Conseil fédéral, le 20 août 1945, les lettres l'accréditant en qualité d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Norvège près la Confédération suisse.

IMPRIMEURS : HAEFELI & Co, LA CHAUX-DE-FONDS

# BISEAUX GLACÉS

**MEYLAN FILS & C<sup>o</sup>**

NICKELAGE - RHODIAGE - ARGENTAGE

La Chaux-de-Fonds - Téléph. 2.34.60

# BORDS LAPIDÉS

SPÉCIALITÉS

1 9 4 5

**O** R ROSE

## JACQ. THOMA

WINTERTHOUR

(Suisse) Téléphone (052) 2.67.73



*Fabrique spéciale  
de brosses métalliques*

Maison suisse fondée en 1877

## Zumsteg & Conzelmann

LA CHAUX-DE-FONDS

Doubs 154 - Téléphone 2.20.08

Fabrication d'étampes de boîtes de montres fantaisies  
Estampages - Découpages de pièces détachées

**Universités - Ecoles supérieures - Ecoles techniques - Instituts**

## Université de Genève

Ouverture du semestre d'hiver 1945-46 - Lundi 8 octobre

**SCIENTES** avec Ecole de pharmacie

**LETTRES** avec Séminaire de français moderne

- » Ecole d'Interprètes
- » Ecole pratique de langue française
- » Institut des Sciences de l'Education

**SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES**

avec Institut de Hautes Etudes commerciales

**DROIT**

**MÉDECINE** avec Institut de Médecine dentaire

- » » de Biologie et Chimie médicales
- » » d'Education physique et de sports

**THÉOLOGIE PROTESTANTE**

**INSTITUT DE HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES**

Demandez programmes et règlements au secrétariat.

## La Haute Ecole des Sciences économiques de St-Gall

Le caractère particulier des études que l'on fait à la Haute Ecole des Sciences économiques de St-Gall résulte de l'étroite collaboration des sciences qui y sont enseignées: économie des entreprises, économie politique et droit économique. A côté de ces branches principales, la technologie chimique et mécanique, les mathématiques financières et la statistique, de même que les langues modernes, y occupent une grande place. Ces études ont pour objet essentiel de préparer à sa future activité pratique l'étudiant en science économique. Le terme normal des études n'est pas le doctorat, mais la licence ès sciences économiques.

*La Haute Ecole pour l'homme d'affaires  
et le chef d'entreprise !*

## *Pourrons-nous utiliser le port d'Anvers ?*

L'insuffisance des installations portuaires mises à la disposition de notre pays pour assurer son ravitaillement au moyen des importations en provenance d'outre-mer préoccupe vivement nos autorités qui cherchent tous les moyens pour parer à cet inconvénient majeur. Malgré les promesses faites du côté italien, on sait qu'il n'a pas encore été possible d'utiliser jusqu'à présent, pour l'approvisionnement de la Suisse, les ports de Gênes et de Savone où un certain nombre de bateaux américains ont déjà pu accoster pourtant.

Or, nous apprenons qu'une possibilité nouvelle va peut-être s'offrir pour notre pays, qui est susceptible d'un développement intéressant: l'utilisation du port d'Anvers. En effet, pour la première fois, un bateau suisse qui devait accoster à Toulon, a reçu l'autorisation des autorités alliées de se rendre la semaine dernière à Anvers pour y débarquer ses marchandises. Nous croyons savoir que le gouvernement belge se montrerait favorable à l'utilisation du port d'Anvers par la Suisse et si les autorités alliées n'y font pas opposition, il y aurait là pour notre pays une perspective intéressante. En effet, le port d'Anvers dispose d'importantes installations portuaires qui, à part les bombardements par les bombes volantes, n'ont pas autrement souffert de la guerre. D'autre part, l'acheminement des marchandises à destination de notre pays pourrait se faire dans des conditions relativement assez favorables. Le réseau ferré de la Belgique et du Luxembourg est très dense et a un débit infiniment supérieur à celui du sud de la France. En outre, le gouvernement belge n'exigerait pas de charbon pour les transports, ce qui est aussi un avantage appréciable dans les circonstances actuelles. Enfin, la reprise, dans un délai qui n'est pas très éloigné de la navigation sur le Rhin permettrait aussi d'effectuer certains transports sur une partie du trajet tout au moins, par voie fluviale. Ce qui constitue toujours le mode de transport le moins onéreux.

Comme on le voit, les possibilités offertes par l'utilisation éventuelle du port d'Anvers sont intéressantes et on a bon espoir que les pourparlers entamés entre les autorités compétentes puissent aboutir bientôt à un résultat satisfaisant.

## *Le développement des exportations anglaises*

Le ministre anglais du commerce, Sir Stafford Crips, a informé dernièrement les fonctionnaires du ministère de la production et du commerce que l'Angleterre désirait commencer prochainement une grande campagne d'exportation.

Tout exportateur a été invité à se mettre en rapport avec la Division du commerce du Ministère. D'autre part, il est prévu de créer dans tous les pays des institutions officielles à la disposition des exportateurs et importateurs anglais. Les petites maisons anglaises n'exportant pas encore leurs produits jusqu'ici auront dorénavant la possibilité de s'adresser à la Division du commerce qui les renseignera sur toutes les formalités à remplir lors de l'exportation de leurs produits. Il a également été prévu d'envoyer des missions écono-

miques à l'étranger, afin d'étudier les marchés sur place et de nouer des relations économiques. Une des premières missions économiques qui partira pour l'étranger se rendra en Suisse.

C'est avec grand intérêt que nous prenons note de ces nouvelles dispositions des autorités compétentes anglaises. La reprise des échanges commerciaux entre la Suisse et l'Angleterre ainsi que ses dominions, auront certainement pour effet d'augmenter également nos exportations à destination de ces pays.

## *Informations*

### **ARRANGEMENT RELATIF A L'ÉCHANGE DE MARCHANDISES ENTRE LA SUISSE ET LA FRANCE**

L'ajournement au mois de septembre de la reprise des négociations franco-suisse en vue de la conclusion d'un accord commercial a rendu nécessaires des conversations immédiates entre les administrations suisse et française sur quelques questions agricoles et alimentaires dont la solution ne souffrait pas de retard.

Ces conversations, conduites du côté suisse par MM. le Ministre de Torrenté, délégué aux accords commerciaux, le Dr Feisst, directeur de l'Office fédéral de l'alimentation, et le Dr Borel, vice-directeur de l'Union suisse des paysans, ont abouti le 24 août 1945 à Paris à un arrangement portant particulièrement sur l'exportation de bétail d'élevage et de chevaux suisses vers la France. L'administration française s'engage de son côté à autoriser l'exportation vers la Suisse de divers produits nécessaires à l'agriculture et à l'alimentation, en particulier de phosphates, des scories Thomas, des semences potagères et fourragères, des chevaux de selle, des boutures de vignes, etc. L'arrangement qui entre immédiatement en vigueur sera par la suite intégré dans l'accord commercial dont la conclusion prochaine est envisagée entre la Suisse et la France.

## *Transports maritimes suisses*

Communication n° 129 de l'Office de guerre pour les transports, du 29 août 1945

### **EXPORTATION**

#### **Toulon—Philadelphie:**

« Lugano » XV, mise en charge à Toulon dans la première quinzaine de septembre 1945. Départ dans la deuxième quinzaine de septembre 1945.

#### **Barcelone—Santos—Buenos-Ayres:**

« St-Cergue » XVII, mise en charge à Barcelone vers la mi-septembre 1945.

#### **Toulon—Alexandrie—Beyrouth:**

« Sântis » XII, mise en charge à Toulon dans la deuxième quinzaine de septembre.

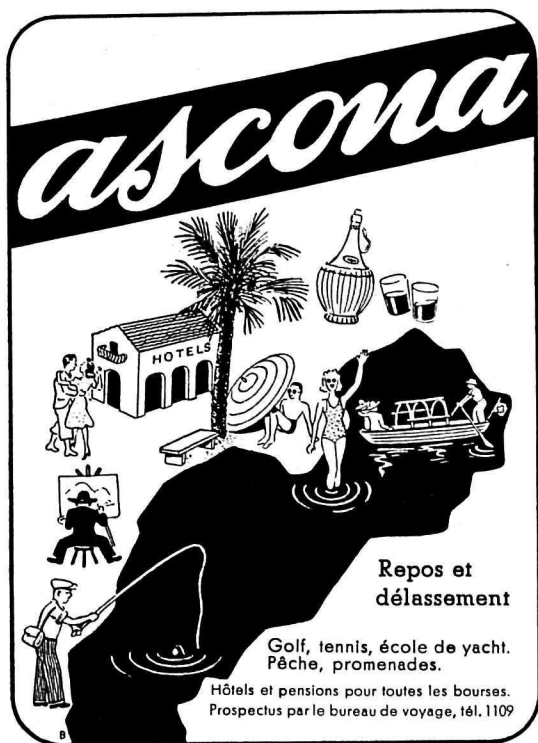
#### **Sète—Istanbul:**

« Trabzon » II, mise en charge à Sète dans la première quinzaine de septembre 1945.

#### **Sète—Göteborg—Malmö—Stockholm:**

« Vicia », mise en charge à Sète dans la première quinzaine/mi-septembre 1945.

## Vacances d'arrière-été et d'automne



LUGANO

Près de la gare

### HOTEL LUCERNE-JURA

Vue étendue sur le lac. Parc. Chambres avec eau courante, fr. 3. —. Restauration à toute heure. Pension fr. 10.50. Tél. 2.10.72.

LE CHEMIN DE FER DE MONTAGNE

### MARTIGNY-ORSIÈRES

vous conduit au point de départ de magnifiques excursions : Champex, Grand St-Bernard, La Fouly, Verbier et Fionnay. 10 cabanes desservent la région montagnaise.

LAC CHAMPEX s/Orsières, 1465 m.

### HOTEL DU GRAND-COMBIN

Pension de 12 à 14 francs. Chambres avec eau courante. Forfait 104 à 108 francs par semaine. Appartements privés. Tél. 6.81.03.

CHEMIN s/MARTIGNY, altitude 900 m.

### HOTEL BELVÉDÈRE

Station climatique recommandée. Vue superbe. Forêts. Bonne cuisine. Pension et chambre 8 à 9 francs. Tél. 6.10.40.

Prospectus, J. Meunier.

RIED (Lötschental) 1509 m.

### HOTEL NESTHORN

La maison d'ancienne renommée au Lötschental. Situation centrale pour excursions et promenades. Pension 11 à 12 francs. Arrangements 84 à 86 francs. Bureau de poste dans la maison. Tél. 6.

HAUDÈRES (Valais)

### HOTEL DES HAUDÈRES

1450 m. Centre de promenades et d'excursions. Prix bien modérés. Demandez prospectus. Téléphone 35. Ant. Forclaz.



### Machine à pointer

Atelier de mécanique de précision cherche travaux de pointage ou usinage de pièces. Ecrire sous chiffre L 37627 X, à Publicitas Genève.

### Achetons

au comptant pièces ancre 5 1/4", 8 3/4" biseauté, 10 1/2 à 13" bracelets homme 29 à 35 mm., boîtes plaqué fond acier, tout plaqué, lunette plaqué, également mouvements seuls. Offres à case 19446, La Chaux-de-Fonds.

### Atelier de pierres fines

entreprendrait encore mensuellement fabrication de

**500.000 biseaux**

à sertir et à chasser. Qualité ordinaire et soignée. Se recommande à tous les fabricants de pierres fines : Gaston Etienne, pierriste, Courtemaiche.



## *La durée du travail et du repos*

### DANS L'AVANT-PROJET DE LOI FÉDÉRALE SUR LE TRAVAIL DANS LE COMMERCE ET LES ARTS ET MÉTIERS

Les plus importantes dispositions de l'avant-projet d'une loi fédérale sur le travail dans le commerce et les arts et métiers qui vient d'être publié sont sans aucun doute celles qui se rapportent à la durée du travail et au repos. Tout en appréciant pleinement la variété des conditions dans lesquelles se trouvent les entreprises et la diversité des besoins des branches économiques qui seront soumises à la nouvelle loi, la commission a cherché, dans la mesure du possible, à régler la durée du travail et du repos d'une façon uniforme. Une subdivision spéciale n'a été nécessaire que pour l'hôtellerie. Les autres adaptations exigées par les particularités de certaines branches ont pu être introduites dans les dispositions qui sont d'application générale.

La limite de la durée normale du travail fixée par le projet est de 52 heures par semaine. Des exceptions sont cependant prévues à cette limite, en plus et en moins. Pour les employés de bureau et les employés techniques, la limite hebdomadaire est fixée à 48 heures et pour diverses autres branches économiques (hôpitaux, salons de coiffure, boulangeries et confiseries, boucheries, etc.) de 54 à 60 heures. Le projet limite aussi la durée normale du travail quotidien, ce que ne fait pas la loi sur les fabriques.

Une certaine latitude est laissée à l'initiative des associations d'employeurs et de travailleurs quant à la répartition de la durée du travail admise sur une période plus longue que la semaine. Une répartition de la durée du travail sur une période plus longue que la semaine en raison des fluctuations périodiques de l'emploi ou s'il s'agit de compenser des heures de travail perdues pour certaines causes déterminées est également possible. La commission s'est efforcée d'adapter la durée du travail autant que possible aux circonstances de fait. Les cantons ont, entre autres, la possibilité d'étendre la durée du travail à 58 heures au maximum pendant 3 semaines par an dans les magasins de vente du petit commerce.

En ce qui concerne les heures de travail supplémentaires, leur nombre est limité à 180 par an. Pour les 60 premières un permis ne sera pas nécessaire. De plus, le supplément de salaire de 25 % ne sera dû en général qu'à partir de la 61<sup>me</sup> heure.

On enregistrera avec intérêt qu'un repos quotidien d'au moins 10 heures consécutives est prévu et que le travail de nuit est interdit de façon générale. Des dérogations à cette interdiction sont cependant admises. De plus, outre le jour de repos hebdomadaire, le chef d'entreprise doit accorder aux travailleurs une demi-journée de congé par semaine. Cette demi-journée sera fixée autant que possible au samedi après-midi.

Pour la première fois, la Confédération établit de façon générale des prescriptions sur les vacances payées. Ces vacances seront, pour les jeunes gens, dès la première année de service, de 12 jours, pour les travailleurs qui sont occupés régulièrement le dimanche et en général pour les employés après un an de service, de 9 jours, après 3 ans de service, de 12 jours et enfin pour les autres travailleurs, après un an de service, de 6 jours. Le droit des cantons de légiférer de façon autonome en matière de vacances est réservé.

## *Mesures de défense économique contre l'étranger*

### LES VERSEMENTS EFFECTUÉS AU COMPTE DE CLEARING

Le Conseil fédéral vient d'approuver le 31<sup>me</sup> rapport à l'Assemblée fédérale sur les mesures de défense économique contre l'étranger. Il passe, comme d'habitude, en revue la situation de nos comptes de clearing et de nos échanges commerciaux avec les différents pays où nous pouvons encore effectuer des échanges de marchandises.

Il est intéressant de relever que le total des versements effectués à des créanciers suisses par la voie du clearing à fin juillet 1945 s'élevait à 8.649 millions de francs en chiffre rond. Sur ce montant, les sommes encaissées dans le clearing avec l'Allemagne dépassent 5 milliards de francs, celles encaissées dans le clearing avec l'Italie 1342 millions de francs et celles encaissées dans le clearing avec les autres pays 2234 millions de francs.

En ce qui concerne nos relations économiques avec l'Allemagne, le rapport relève que l'effondrement de cet Etat a créé une situation toute nouvelle. Comme il n'est pas possible actuellement de transmettre des ordres de paiement par l'intermédiaire de l'office suisse de compensation, ce dernier renonce jusqu'à nouvel ordre à exiger le versement des paiements venus à échéance. Le règlement des dettes par une voie autre que le paiement à la Banque nationale ne peut toutefois avoir lieu qu'avec l'agrément du dit office. Les perspectives concernant la reprise des relations commerciales avec notre voisin du nord sont actuellement encore des plus incertaines. Les administrations compétentes s'efforcent toutefois de régler par des arrangements spéciaux les difficultés qui surgissent, notamment dans le trafic frontière. Elles vouent également toute leur attention aux nombreux problèmes découlant de la liquidation du clearing. Les sommes payées à des créanciers suisses par la voie de la compensation depuis l'institution de la compensation des paiements avec l'Allemagne, c'est-à-dire depuis le 1<sup>er</sup> août 1934, atteignent au 31 juillet 1945, plus de 5 milliards de francs, dont 4.168 millions pour les marchandises et frais accessoires, 553 millions pour les intérêts, conformément à l'accord sur les transferts, et 350 millions pour le tourisme, y compris les versements d'assistance.

Le rapport relève également qu'un accord a été conclu avec la France. Conformément aux dispositions de cet accord, les deux pays se consentent réciproquement des avances à concurrence d'un montant de 250 millions de francs suisses. On espère que le solde du clearing existant encore en faveur de la Suisse sera réglé prochainement.

## *Nécrologie*

### † FERNAND ENGEL

Nous sommes informés du décès de M. Fernand Engel, directeur de la maison Glycine Watch Co. S. A., à Bienne.

Le défunt, issu d'une famille très modeste, était arrivé à force de volonté et de ténacité, à créer, puis à développer une fabrication qui est devenue l'importante maison actuelle.

Nous présentons à sa famille nos sentiments de sincères condoléances.

**CORDES SANS FIN IMPRÉGNÉES  
COURROIES EN SOIE OU COTON  
TISSÉES SANS FIN**

garantissent le plus grand rendement  
par des efforts minimes. Travail régulier

**ERNEST**  
**Geiger** S.A.  
A.G.  
BIEL-BIENNE TEL. 2 44 75

SI VOUS TENEZ A RESPECTER LES DÉLAIS DE LIVRAISON  
PROMIS A VOTRE CLIENTÈLE, VOUS DEVEZ ORGANISER UN

## **PLANNING DE FABRICATION**

ADRESSEZ-VOUS POUR CELA AUX SPÉCIALISTES DE LA  
SOCIÉTÉ DE CONTRÔLE FIDUCIAIRE  
GENÈVE, 23 RUE DU RHÔNE - TÉLÉPHONE (022) 5.43.50  
BIENNE, 20 AVENUE DE LA GARE - TÉLÉPHONE (032) 2.72.30  
DR J. REISER, ADM.

25 ANS D'EXPÉRIENCE ET DE NOTORIÉTÉ FIDUCIAIRE

## **Fabrique de terminages**

entreprendrait encore 5 grosses, de 5 à 13", par semaine  
Qualités B et C, spiraux plats, une ou deux positions  
Faire offres sous chiffre P 3776 P, à Publicitas Bienne.

## **Perçages**

Quelle maison sortirait séries importantes de perçages  
en qualités A et B et très soignés nos 5 à 10? Faire offres  
en indiquant quantité à sortir sous chiffre P 3783 P, à  
Publicitas Neuchâtel.

## **Pierristes**

Pierriste habile (branche creusures) désire entrer en  
relation avec maison sérieuse qui pourrait fournir des  
pierres pour faire creusures. Bon travail garanti. Prix  
modéré. Offres avec indication de quantités et prix sous  
chiffre H 6410, à Publicitas Lugano.

## **Importante fabrique d'horlogerie**

sort régulièrement :

**Réglages plats de 5 à 13",**  
par grosse et plus,

**Réglages plats avec mise en marche,**  
par 6 cartons et plus,

**Réglages plats avec point d'attache,**  
par 6 cartons et plus.

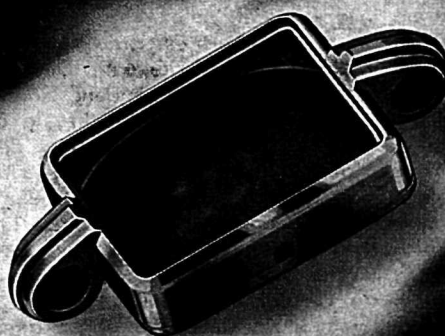
Adresser offres sous chiffre P 4448 N, à Publicitas  
Neuchâtel.

## **Exportateur**

ayant représentation aux Etats-Unis cherche à entrer en  
rapports avec un fabricant d'horlogerie de bon renom  
en mesure de livrer pour l'exportation, pour montres  
bracelets messieurs, 17 rubis, antimagnétiques, antichoc,  
système incabloc, imperméables, seconde centrée et  
cadran lumineux. Livraison premier trimestre 1946. Offres  
sous chiffre Y 13501 Z, à Publicitas Zurich.

FABR. DE BOITES DE MONTRES

*Georges Ruevin*  
Succ. de Juquet et Ruevin  
BASSECOURT



## Négociations économiques entre la Suisse et la Tchécoslovaquie

Des pourparlers ont eu lieu à Berne du 15 au 30 août 1945, en vue de la reprise des échanges commerciaux entre la Suisse et la Tchécoslovaquie. Les négociations ont abouti à la signature d'un protocole concernant les échanges de marchandises et le service des paiements. Vu l'incertitude actuelle du développement économique et des possibilités de transport, les deux délégations se sont bornées à établir un programme de livraisons réciproques pour les six prochains mois et à régler les paiements résultant de ce trafic commercial (y compris les frais accessoires).

La Suisse recevra notamment des produits en fer et en acier, du coke, des articles en porcelaine et en verre, du houblon et du malt ainsi que du sucre. Elle livrera en contre-partie du bétail d'élevage, des produits de l'industrie des machines, des industries chimiques et pharmaceutiques, des produits textiles et des montres. Pour obtenir la fourniture d'une certaine quantité de sucre, notre pays a dû s'engager à fournir à la Tchécoslovaquie des quantités limitées de fromage et de lait condensé. Le nouvel accord entrera en vigueur après son approbation par les deux gouvernements.

## L'importance de l'économie électrique suisse

Il y a cinquante ans se constituait l'Union des centrales suisses d'électricité qui vient de célébrer son jubilé à Zurich. A ce moment, elle englobait 16 entreprises avec une puissance totale de 30.000 kwh. et une production annuelle de 80 millions de kwh. Un demi-siècle plus tard, la capacité des centrales suisses d'électricité s'élevait à 2,6 millions de kwh. pour une production annuelle d'environ 10 milliards de kwh. En même temps, la moyenne annuelle d'énergie électrique consommée par habitant passait de 26 à 2200 kwh. Ces quelques chiffres illustrent les progrès considérables réalisés dans ce domaine et le rôle que joue la houille blanche dans la vie économique du pays.

Ce rôle, M. Celio, conseiller fédéral, l'a esquissé dans le discours qu'il a prononcé au cours de la manifestation organisée en l'honneur de ce jubilé. Après avoir relevé les progrès accomplis ces dernières années, il a souligné que notre production reste cependant insuffisante. Le fait que durant l'hiver dernier les besoins ont pu être couverts sans avoir dû recourir à des restrictions ne doit pas faire perdre de vue que la disproportion entre une production d'hiver quelque peu inférieure à la moyenne et les besoins fortement accrus en raison des conditions économiques, est toujours considérable. La consommation n'a pu être entièrement assurée l'hiver dernier qu'en raison de la production extrêmement élevée, obtenue grâce à des conditions hydrologiques qui furent rarement si favorables. Il faut donc prévoir que si le débit des cours d'eau tombe au-dessous de la nor-

male durant l'hiver prochain, la préparation d'eau chaude devra être restreinte assez tôt et le chauffage électrique des locaux peut être même complètement interdit, afin que l'industrie et l'artisanat, déjà fortement touchés par la pénurie catastrophique de charbon, puissent recevoir le plus d'énergie possible et que leur production et l'occupation de la main-d'œuvre soient maintenues. Ce sera tant mieux si, entre temps, les puissances alliées peuvent nous fournir le charbon si nécessaire à notre vie économique.

La situation serait très précaire, si l'on n'avait pas construit avant la guerre des centrales dont la production devait être exportée; elle constitue actuellement un appoint très précieux à l'approvisionnement du pays. L'exportation d'énergie, il faut le dire, a contribué largement à l'approvisionnement du pays en charbon pendant la guerre. Si lors de ses négociations économiques avec l'étranger la Suisse n'avait pas pu jeter dans la balance l'énergie électrique dont elle dispose pour l'exportation, l'importation de matières essentielles pour l'industrie aurait été suspendue beaucoup plus tôt.

Envisageant l'avenir, le chef du Département fédéral des postes et chemins de fer constate que tous les spécialistes s'accordent à déclarer que le graphique de la demande d'énergie électrique de l'après-guerre présentera une courbe ascendante. La population suisse a et prendra toujours plus l'habitude d'utiliser l'énergie électrique dans tous les domaines de la vie, du travail et de la production, dans ses demeures, ses usines et ses champs. Mais, même si la consommation indigène devait rester stationnaire, il resterait à satisfaire la clientèle étrangère. Le problème de l'exportation de l'énergie électrique est l'un des plus délicats mais aussi des plus importants qui se pose à l'économiste et à l'homme d'Etat. Une fois entourée des précautions imposées par les exigences nationales, l'exportation de l'énergie électrique a été favorable pour le pays et pourra demain faciliter l'apport suisse à la reconstruction du monde dévasté et servir d'autre part de moyen d'échange dans le domaine de l'économie internationale.

### Cherchons fournisseurs

pour montres bracelets étanches, chromées, fond acier ou tout acier, 10 1/2 ou 11 1/2", ancre 15 ou 17 rubis, seconde au centre, incabloc, cadran radium. Livraison 1946 à valoir sur contingents fabriques. Paiement par accreditifs. Offres sous chiffre P 4641 N, à Publicitas Neuchâtel.

### Chronographes

On entreprendrait terminages chronographes Valjoux en 13", Vz 14" G.H.T. et Eco 13". Eventuellement seulement remontage de chronographes. Offres sous chiffre AS 5571 L, à Annonces Suisses S. A., Lausanne.

## La Bâloise

COMPAGNIE D'ASSURANCES CONTRE LES RISQUES DE **TRANSPORT**, A BALE  
FONDÉE EN 1864 ET SPÉCIALISÉE DANS L'ASSURANCE TRANSPORT

## Fabrique de pendulettes

cherche

# GROSSISTE

pour la Suisse. Article nouveau et très intéressant. Faire offres sous chiffre P 21115 H, à Publicitas Saint-Imier.

## Polissage de pierres fines

J'entreprendrais encore du polissage en glace, travail soigné. Ecrire sous chiffre Z 70491 X, à Publicitas Genève.

## Disponible de suite

1 grosse mouvements  $8\frac{3}{4}$ " ETA, seconde au centre, 15 rubis, balancier nickel, spiral plat, 1 grosse mouvements  $7\frac{3}{4}$ " Peseux, seconde au centre, 15 rubis, balancier nickel, spiral plat,  $\frac{1}{2}$  grosse de mouvements  $10\frac{1}{2}$ " Peseux, petite seconde, 15 rubis, balancier nickel, spiral plat. Faire offres sous chiffre P 5392 J, à Publicitas Saint-Imier.

# COMMIS DE FABRICATION

La Manufacture de boîtes de montres V<sup>ve</sup> Paul Bouvier S. A., à Saint-Ursanne, cherche pour entrée immédiate, un commis de fabrication-sténo-dactylo. Connaissance des langues française, allemande et anglaise. Si possible au courant des tarifs et de la fabrication. Place stable et bien rétribuée pour personne qualifiée. Seules les offres répondant aux exigences ci-dessus seront prises en considération. Faire offres manuscrites directement à la Manufacture de boîtes de montres V<sup>ve</sup> Paul Bouvier S. A., Saint-Ursanne.

## NOUS CHERCHONS

contre paiement immédiat

**Chronographes** acier ou plaqué ou fond acier,  
**Montres bracelet de dame**, plaqué  $5\frac{1}{4}$ ",  
cordon épais,

**Montres bracelet homme**, plaqué, rondes,  
tous avec mouvements ancrés.

Offres avec échantillons et prix à

**Bucherer S. A.**, Schwanenplatz, Lucerne.

## Caissier-comptable

Comptable qualifié ayant longue pratique bancaire et fiscale (contributions fédérales), à même de travailler seul, cherche place de caissier-comptable dans l'industrie ou le commerce. Prière d'écrire sous chiffre P 4894 Y, à Publicitas Berne.

## Employé supérieur

sérieux et énergique, excellent vendeur, ayant une longue pratique des voyages en Europe, connaissant les langues allemande, anglaise, espagnole et suédoise, ainsi que la branche horlogère à fond, cherche situation. Références de premier ordre à disposition. Offres sous chiffre P 4502 N, à Publicitas Neuchâtel.

## A vendre microscope Zeiss

binoculaire stéréoscopique, statif X A, 4 paires d'oculaires 3 paires d'objectifs. Faire offres sous chiffre P 4556 N, à Publicitas Neuchâtel.

## Ciseleur monteur de pendulettes

connaissant le soudage à fond, avec nombreuses années de pratique cherche à entrer en relation avec bonne maison. Faire offres sous chiffre P 10444 N, à Publicitas Genève.

Übernehme die Vertretung von

**Schaltuhren**

ebenfalls gesucht ein kleiner

**Drehbank**

Nähe Hauptpostfach 567, Zürich.



## On demande à acheter

1 machine à sertir les dessus, 1 machine à sertir les dessous, usagées, mais en très bon état. Faire offres sous chiffre G 11910 X, à Publicitas Genève.

## Horloger suisse

bien introduit en Belgique prendrait la représentation de montres ancre, petites et grandes pièces, départ prochain. Ecrire sous chiffre O 70458 X, à Publicitas Genève.

## Demandé

par magasin d'horlogerie (non affilié) montres plaquées pour messieurs et dames. Offres pressantes à E. Hüf, Davos-Dorf.

## Fabrique d'horlogerie

genevoise, cherche une personne pouvant aider efficacement l'administration, mais connaissant la branche horlogère au point de vue technique et sachant l'anglais et le français. Situation d'avenir. Offres à Case Stand 15626 Genève.

## Grandissages

Qui sortirait grandissages ? Travail soigné. Arnold Huggler, grandissages, Hilterfingen bei Thoune.

## Montres étanches disponibles

quelques séries en chromé, fond acier et tout acier, 15 et 17 rubis, petite seconde et seconde au centre. Ecrire sous chiffre P 4485 N, à Publicitas Neuchâtel.

## Terminages

Cherchons termineurs pouvant entreprendre petites pièces 5" qualité très soignée. Faire offres sous chiffre B 23466 U, à Publicitas Bienne.



## On demande

offres pour pièces 5 1/4" ancre, 15 rubis, boîtes plaquées, 10 ans, anses gongs et anses fil, verres variés. Offres si possible avec prix, sous chiffre P 4569 N, à Publicitas Neuchâtel.

## Pierres fines

A vendre préparages levées rubis, grenats et saphirs 2 et 4 faces polies. Faire offres sous chiffre P 4530 N, à Publicitas Neuchâtel.

## Fabricant

cherché pour exécution commandes de séries article breveté, genre mécanique horlogère. Offres sous chiffre Ph 32235 L, à Publicitas Lausanne.

Fabrique du Jura bernois engagerait de suite ou époque à convenir

## JEUNE HORLOGER COMPLET

ayant diplôme d'école d'horlogerie, capable de diriger la fabrication. Adresser offres sous chiffre P 5678 N, à Publicitas Neuchâtel.

# PROTEXO

LE BEAU ET BON BRACELET SYNTHÉTIQUE  
ÉTANCHE, LAVABLE, SOUPLE, SOLIDE, ETC., ETC.

USINE A GENÈVE

REYMOND TECHNIQUE HORLOGÈRE

FABRIQUE DE RESSORTS „LE ROSEAU“

*P***ERRIN & CO**

LA CHAUX-DE-FONDS

Rue du Commerce 17 a  
Téléphone 2.26.28

RESSORTS DE QUALITÉ

*Plus de rouille...*

faites passer au bain antirouille toutes vos  
pièces d'horlogerie en acier, soit roues, tiges,  
couronnes, rochets, bascules, ancras, etc.

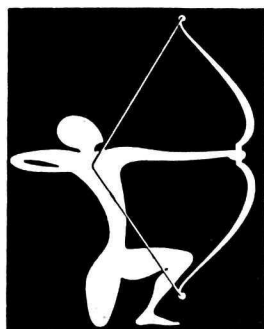
*une seule adresse...*

**ANTIROUILLE S. A.**

LA CHAUX-DE-FONDS

Rue du Doubs 152 Téléphone 2.14.92

Installation moderne • Prix modérés • Prompte livraison



**FAGERSTA**

*Acier suédois*

**COURVOISIER & Co**  
BIENNE

*P***IERRES D'HORLOGERIE**

Spécialisé dans la pierre à chasser dès ses débuts, je  
livre toutes mes pierres avec un diamètre impeccable.  
Pierres de balancier bombé avec olivage très soigné.  
Je livre par retour tous les calibres de Fontainemelon  
en qualité A. B. C.

**JULES ROBELLAZ**

LAUSANNE Rue Charles-Monnard 6 Téléphone 2.76.97

*La maison de confiance*

pour vos achats, ventes et échanges de machines  
pour la boîte de montre, l'horlogerie, la mécanique.

Atelier de transformation, motorisation, réparation,  
construction.

*Charles Jaggi*

BIENNE 83, rue Centrale  
Téléphones (032) 2.26.14 et 2.26.15

MACHINES-OUTILS

*Beck & Co.*

LA CHAUX-DE-FONDS

Hirondelles 10 Téléphone 2.15.41

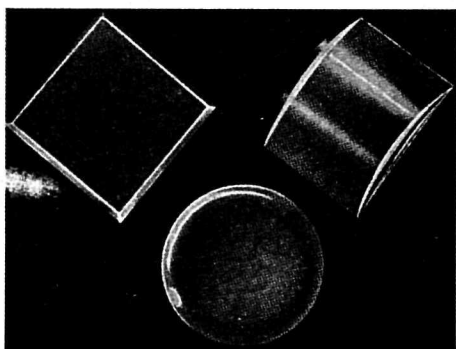
**FABRIQUE DE BOITES OR**

rondes et fantaisies tous genres

# *F. Bergeon*

LA CHAUX-DE-FONDS

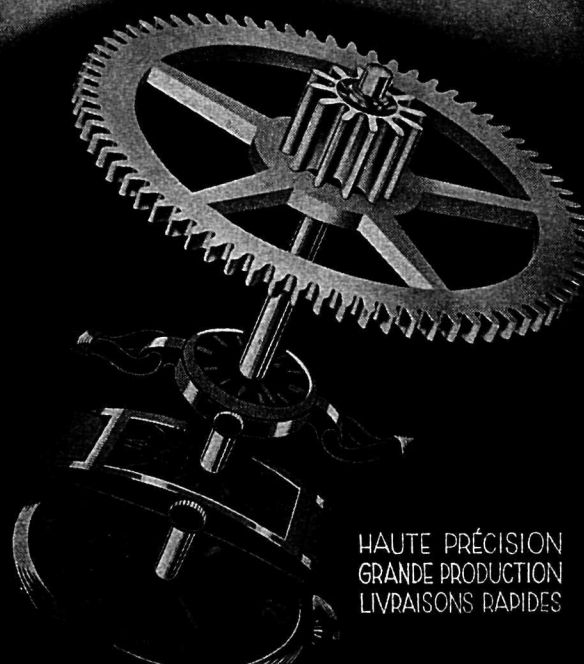
Paix 101 a - Téléphone 2.13.34



Verres de forme et incassables de n'importe quel genre \* Verres cristal, plexi-glas, Rodoïde, verres étanches et toutes nouveautés \* Secrets en tous genres.

## **PIGNONS ASTRA**

MARIUS CHARPILLOZ  
BÉVILARD SUISSE



HAUTE PRÉCISION  
GRANDE PRODUCTION  
LIVRAISONS RAPIDES

## **PLAQUÉ OR**



## **CH. REINBOLD**

LA CHAUX-DE-FONDS

MANUFACTURE DE BOITES  
ET BIJOUX-MONTRES

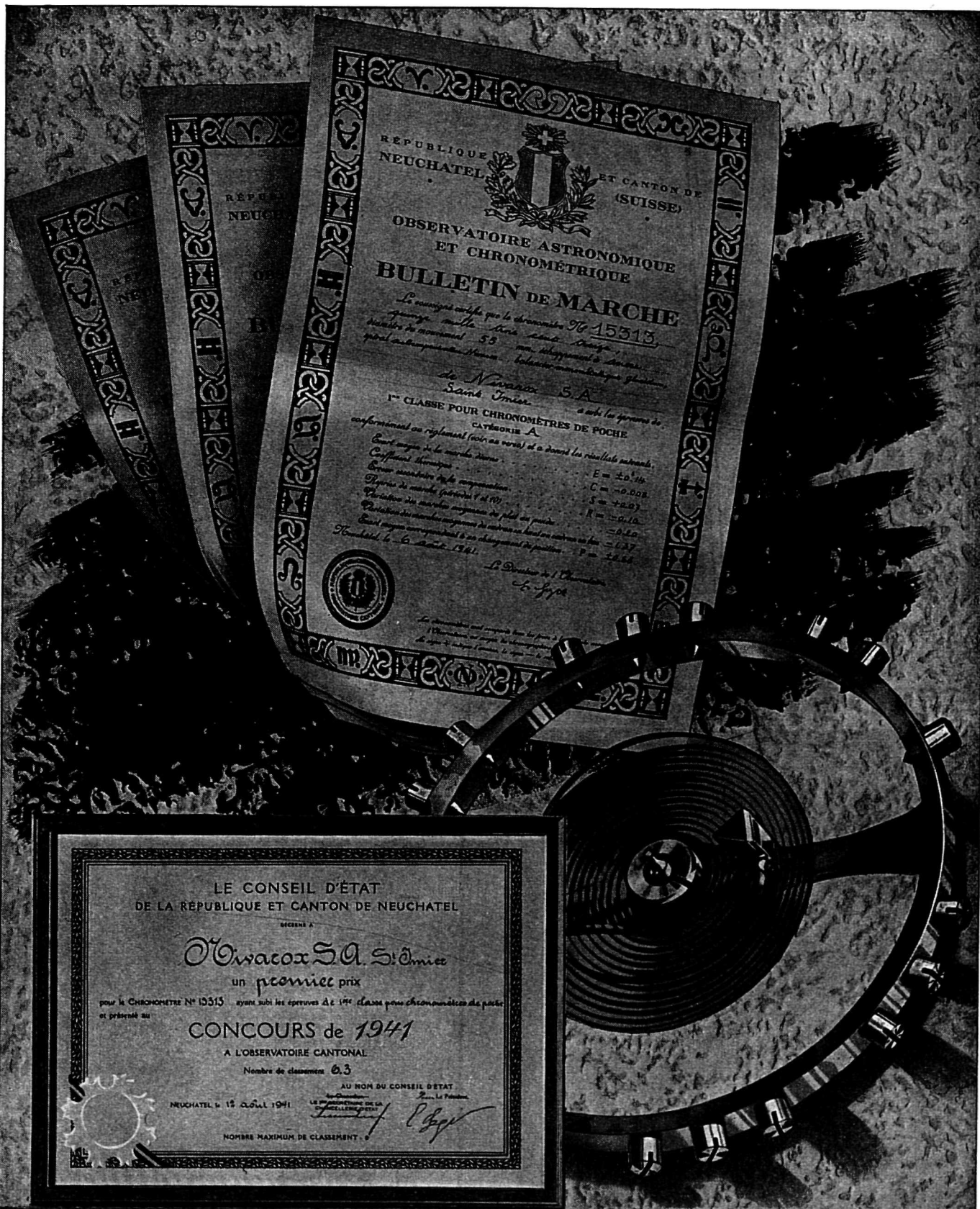
**Platine - Or - Acier**

Qualité soignée

## *F. Baumgartner*

GENÈVE

Coulouvrenière, 13



# NIVAROX

Fabr. de Spiraux **ST IMIER** (Suisse)

SPIRAUX COMPENSATEURS  
ANTIROUILLE-ANTIMAGNÉTIQUE

PRIX DE REGLAGES DE L'OBSERVATOIRE DE NEUCHÂTEL

PRIX GUILLAUME 1941  
POUR LA MEILLEURE COMPENSATION  
THERMIQUE